



## **Communiqué de presse.**

### **Avec la CNL : Zéro expulsion en 2024 !**

Depuis hier, lundi 1er avril, 140 000 personnes sont menacées d'être expulsées de leur logement. En 2023, 21 500 ménages ont été forcés de quitter leur logement : c'est 23% de plus que l'année précédente, le double d'il y a 10 ans Ce record devrait faire honte à notre pays alors que les entreprises du CAC40 dépassent les 140 milliards d'euros de profits pour la troisième année d'affilée.

Comme chaque année, la Confédération Nationale du Logement (CNL) se mobilise contre les expulsions locatives à l'occasion de la fin de la trêve hivernale. La loi « Kasbarian-Bergé » promulguée en juillet 2023, qui facilite le processus des expulsions locatives et impose encore plus le droit de la propriété sur le droit au logement, est un recul sans précédent depuis plusieurs décennies. À la carence de logements accessibles pour répondre aux millions de demandes en attente, notamment des sans-abri et mal-logé·e·s, s'ajoute cette année une pression accrue avec les locations de courte durée liées aux Jeux Olympiques de Paris. Des étudiant·e·s seront même obligé·e·s de quitter leur logement à cause des impréparations de l'évènement.

Le logement devrait être une politique de droit commun garantie par l'État afin de préserver la cohésion des territoires et la solidarité nationale. Les 10 priorités de l'Union Internationale des Locataires (IUT) devraient inspirer les décideurs politiques afin d'éradiquer la crise du logement en Europe d'ici 2030.

Il est urgent de :

- Mettre en place une sécurité sociale du logement
- Inscrire le droit au logement dans la constitution
- Sanctuariser l'article 55 de la loi SRU
- Construire 250 000 logements sociaux par an
- Abroger les niches fiscales
- Réguler Airbnb
- Maîtriser le coût du foncier

Les locataires menacés d'expulsion peuvent contacter les militant·e·s de la CNL afin de les accompagner dans leurs démarches.

La CNL revendique zéro expulsion en 2024 et a toujours fait de cette lutte une priorité, tant nous savons le drame humain que cela représente pour des dizaines de milliers de familles.

**Eddie Jacquemart**  
Président National de la CNL

Montreuil le 2 avril